

505 LN 182 / 8

4931

(1942)

X

Relèvement de la rémunération du personnel en 1942

	C.A.	1. 7.42	19	Qd (c)
	(s) C.A.	5. 8.42	18	Qd b)
Lettre SNCF au MTP		24. 8.42		
Dépêche du MTP à la SNCF		8. 9.42		
	(s) C.A.	9. 9.42	13	IIter

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 9 septembre 1942

Révision des conditions de rémunération du personnel

QUESTION II ter - Compte rendu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil dans sa séance du 5 août 1942 pour valoir jusqu'au 9 septembre 1942

.....

c) Révision des conditions de rémunération du personnel.

P.V. (p.4)

Parallèlement aux mesures mises en vigueur par l'Etat pour les fonctionnaires et dans le cadre des indications déjà précédemment données au Conseil, M. le Président a procédé au rajustement des conditions de rémunération du personnel.

Il rend compte des modalités de ce rajustement.

Les dispositions nouvelles, par analogie avec ce qui a été décidé pour les fonctionnaires, prendront effet du 1er août 1942.

.....

Après échange de vues, auquel prennent part notamment M. LIAUD et M. LE BESNERAIS, le Conseil prend acte de ce compte rendu.

Sténo (p. 13)

M. LE PRESIDENT.....

Je vous avais indiqué, au cours de notre dernière réunion, que je comptais user notamment de la délégation exceptionnelle que vous me donniez pour régler la question de la révision des conditions de rémunération du personnel. De fait, un certain nombre de propositions ont été mises au point et ont reçu l'accord du Gouvernement. Les mesures ainsi approuvées comportent essentiellement :

.....

A) pour les agents en activité -

- l'octroi d'une indemnité globale entrant en compte dans le calcul des primes de fin d'année et comprenant deux éléments : d'une part, l'indemnité spéciale temporaire dont le montant est, par ailleurs, relevé et, d'autre part, l'indemnité pour supplément de travail dont le taux est porté de 10 à 30 %.

- l'extension à de nouvelles catégories d'agents de l'indemnité de direction dont le taux maximum est porté de 18.000 à 30.000 fr ;

- un relèvement du taux des allocations de nuit et des primes accordées aux mécaniciens ;

- enfin, l'attribution d'un supplément familial de traitement. Mais les modalités d'application de cette dernière mesure sont réservées, en attente des décisions qui seront prises à l'égard des fonctionnaires de l'Etat.

B) pour les agents retraités -

- un relèvement de l'indemnité spéciale temporaire par application des barèmes nouveaux établis en cette matière par l'Etat pour ses fonctionnaires retraités.

Enfin, en ce qui concerne le personnel auxiliaire, nous procédons actuellement à la révision d'un certain nombre de salaires locaux.

Les mesures approuvées auront effet à la date du 1er août 1942 et nous avons déjà alloué un acompte lors du paiement de la solde du mois d'août. La dépense résultant de l'application de ces mesures est évaluée à 1.270 M. pour une année entière. Pour 1942, elle sera d'environ 950 M., dont 350 M. à imputer au compte d'exploitation.

M. LIAUD.- Je tiens à remercier la S.N.C.F. de l'effort qu'elle vient de faire pour aider le personnel. Les mesures qu'elle

vient de prendre sont, sans aucun doute, de nature à soulager les agents de chemins de fer dont le budget s'équilibrait difficilement en raison des circonstances actuelles.

Toutefois, j'aurais quelques observations à présenter.

La première a trait à l'attribution de l'indemnité de direction. Le nombre des bénéficiaires en est accru, mais j'estime que certains emplois auraient dû être compris dans cette extension, notamment les facteurs enregistrants et les agents intérimaires ayant une responsabilité dans l'exploitation.

La seconde vise le relèvement de l'indemnité spéciale accordée aux retraités ; ce relèvement, s'il est intéressant, reste encore insuffisant. Une majoration de 600 fr par an pour des retraites ne dépassant pas 9.000 fr ne constitue pas une aide assez efficace dans les circonstances présentes.

Enfin, et bien que la question soit encore à l'étude, j'attire tout particulièrement l'attention de M. le Commissaire du Gouvernement sur les modalités d'application du supplément familial de traitement qui sont envisagées. Il apparaît que ce supplément sera proportionnel à l'échelle de traitement, c'est-à-dire qu'un homme d'équipe recevrait 40 fr par mois pour le premier enfant, alors qu'un Inspecteur Divisionnaire ayant également un enfant toucherait plus de 800 fr. Sans doute, les agents des cadres supportent, du fait de leurs enfants, de plus lourdes charges, mais il n'en reste pas moins que le mode de calcul envisagé créerait des disproportions et des différences de traitement que le petit personnel ne serait pas sans remarquer.

M. LE PRÉSIDENT. - En ce qui concerne l'indemnité de direction, je tiens à souligner que les conditions d'attribution de cette indemnité sont déjà très larges puisque, dorénavant, les agents de l'échelle 6 pourront en bénéficier. Il n'est guère possible de prévoir une généralisation plus grande sans mettre en échec la notion de responsabilité qui est à la base même de cette indemnité.

En second lieu, et pour ce qui concerne les retraités, nous avons appliqué le barème établi par le Gouvernement en faveur de ses fonctionnaires retraités et il ne nous est pas loisible de faire plus.

Enfin, la question du supplément familial de traitement est restée en suspens. Nous avons fait des propositions, mais il est probable qu'elles seront remises en question lorsqu'une décision sera intervenue à l'égard des fonctionnaires. Il n'est donc pas possible de répondre sur ce point à vos observations puisque, en définitive, rien n'est arrêté.

M. LIAUD. - Comment se fait-il que l'indemnité nouvelle entre en compte pour le calcul de la prime de fin d'année, alors que l'indemnité de direction n'a aucune incidence sur cette prime ?

M. LE PRÉSIDENT. - Nous avons voulu qu'il en soit ainsi afin de maintenir un coefficient de majoration sensiblement uniforme pour toutes les échelles de traitement. Si le calcul de la gratification s'effectuait en tenant compte de l'indemnité de direction, l'augmentation de rémunération se trouverait proportionnellement beaucoup plus forte pour les échelles élevées.

M. LIAUD. - Je soulève cette question parce que j'ai cru comprendre que l'entrée en compte de l'indemnité spéciale temporaire dans le calcul de la prime de fin d'année constituait un premier pas vers l'intégration de cette indemnité dans le traitement proprement dit.

M. LE PRÉSIDENT. - Comme M. le Président vient de le dire, l'entrée en compte de l'indemnité de direction dans le calcul de la prime de fin d'année aboutirait à différencier le taux de

l'augmentation suivant les échelles des traitements. Une telle solution pourrait se concevoir. En effet, les divers relèvements de rémunération qui ont eu lieu depuis la guerre ont eu pour résultat de resserrer l'éventail des traitements, en ce sens que les majorations des petits traitements ont été relativement plus fortes que celles des traitements plus élevés. Si nous voulions rétablir la hiérarchie des traitements telle qu'elle existait auparavant, il serait donc normal de prendre une mesure analogue à celle suggérée par M. LIAUD. Mais nous avons estimé préférable, pour le moment, de ne pas essayer de rétablir la proportionnalité existant avant guerre.

M. LIAUD. - Les crédits nécessaires pour réaliser les rajustements de traitement correspondent-ils à ceux prévus pour le relèvement des traitements des fonctionnaires ?

M. LE PRÉSIDENT. - Il est difficile d'établir une comparaison exacte, la structure des cadres n'étant pas identique. Mais l'ordre de grandeur est le même.

M. LIAUD. - En ce qui concerne le personnel hors statut, ^{ont} quelles mesures ~~xxxxxxxx~~ été prises ?

M. LE PRÉSIDENT. - Les mesures prises sont analogues à celles prévues pour le personnel statutaire.

M. LE GÉNÉRALIS. - Le personnel hors statut reçoit également une indemnité nouvelle qui entre en compte pour le calcul de l'élément F du traitement, l'indemnité de direction n'intervenant pas ^{ce} dans ~~xx~~ calcul.

Le Conseil prend acte de ce compte rendu.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

C O P I E

Paris, le 8 septembre 1942

Service de la Main-d'Oeuvre

RT/SN n°51

Rémunération du personnel de la S.N.C.F.

Comme suite au compte rendu
fait au Conseil le 9 septem-
bre 1942

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la
S.N.C.F.

Le 24 août 1942, vous m'avez communiqué vos propositions tendant à fixer les conditions d'application au personnel de la S.N.C.F. des mesures décidées par le Gouvernement à dater du 1er août 1942 en faveur de ses fonctionnaires.

Après avoir reçu l'accord de M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, j'ai l'honneur de vous faire connaître que vos propositions ne soulèvent de ma part aucune objection, sous la seule réserve suivante :

Les conditions d'application du supplément familial de traitement devront être fixées suivant des règles analogues à celles du régime prévu pour les fonctionnaires.

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS,

Signé : GIBRAT.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 5 août 1942

Relèvement de la rémunération du personnel .-

Questions diverses

- b) Délégation exceptionnelle de pouvoirs du Conseil
au Président.

Sténo (p.18)

M. LE PRESIDENT.....

Je dois indiquer, cependant, l'usage que je compte faire
très prochainement de cette délégation en ce qui concerne deux
questions importantes sur lesquelles je voudrais d'ores et déjà
recueillir votre avis, bien que je ne sois pas encore en mesure de
soumettre des propositions définitives.

.....

M. LEBLANC. - Je suis d'accord. Mais qu'attendez-vous par rapport au parallélisme entre la situation des chemins de fer et celle des fonctionnaires ? Vous est-il possible de faire connaître la décomposition prévue des 800 M. ?

M. LE PRÉSIDENT. - Je ne peux pas vous le faire connaître d'une façon définitive puisque rien n'est encore arrêté.

M. LEBLANC. - Ne pourrait-on obtenir du Gouvernement l'application rétroactive de ces augmentations à la date du 1^{er} juillet ?

M. LE PRÉSIDENT. - J'aurais été disposé à faire un certain rappel parce que cela aurait pu permettre de liquider des avances sur traitement consenties à un certain nombre d'agents ; mais il ne nous est pas possible de fixer une date d'application différente de celle adoptée par l'Etat. Je crois qu'elle n'est pas encore fixée définitivement.

M. LEBLANC. - Oui, le 1^{er} août.

M. LE PRÉSIDENT. - Dans ces conditions, nous ne pourrions pas fixer d'autre date.

M. LEBLANC. - Ces augmentations s'appliqueront, je pense, également au personnel auxiliaire.

M. LE PRÉSIDENT. - Je ne peux pas vous répondre formellement ; mais je le pense. En tout cas, nous n'arrêterons pas ces mesures de manière définitive sans que vous ayez été mis au courant.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 1er juillet 1942

Questions diverses

c) Rémunération du personnel

Pas de P.V.
Sténo (p.19)

M. LIAUD - Pouvez-vous donner quelques indications au Conseil d'Administration en ce qui concerne le rajustement des salaires du personnel ? Il y a actuellement une situation qui est gênante, et le personnel insiste pour que nous intervenions auprès du Gouvernement et auprès de la S.M.C.F., en vue d'une solution rapide.

M. LE PRESIDENT - Nous connaissons la situation. Notre intention est appelée d'ailleurs sur ce point par le nombre grandissant de demandes d'acomptes sur traitement faites avant la fin du mois. Je crois qu'il est dans les intentions du Gouvernement de procéder à cette augmentation. Je ne sais pas quelles sont, à l'heure actuelle, les raisons du retard apporté ou les difficultés qui peuvent être rencontrées à cet égard. C'est un point sur lequel je me propose d'aller prochainement de nouveau entretenir M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

M. BOUTET - Les préoccupations du personnel des diverses Administrations ne sont pas moindres, notamment dans certaines

.....

régions, en particulier la Région du Nord. J'en avais entretenu moi-même M. le Secrétaire d'Etat aux Communications qui m'avait indiqué que le Gouvernement se préoccupait de la question qui devait être évoquée au cours d'une récente réunion du Conseil des Ministres. M. le Commissaire du Gouvernement pourrait peut-être se faire l'interprète du Conseil d'Administration pour demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications s'il a des instructions, si la question est à l'étude et si on peut penser la voir aboutir bientôt.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - La question est à l'étude et le Gouvernement y attache une grande importance. Je ne crois pas qu'en attirant l'attention de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications je puisse ajouter quelque chose à l'intérêt qu'il porte à la question. A différentes reprises, il m'en a entretenu et je ne pense pas que la question tarde beaucoup à aboutir.